

Conseil d'administration 03-2022 du 13 octobre 2022

Point « Accord-cadre de prestations d'études juridiques et foncières d'espaces commerciaux et artisanaux de l'ANCT »

Délibération n° 2022-15 du 13/10/2022

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu l'article L. 1232-1 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'article 194 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu les articles R. 1232-4 et R. 1232-8 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu la note de présentation.

A la majorité des membres présents ou suppléés, décide :

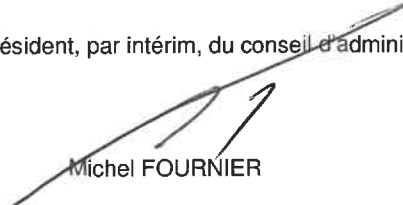
Le Directeur Général de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires est autorisé à signer l'accord-cadre de prestations d'études juridiques et foncières d'espaces commerciaux et artisanaux de l'ANCT conclu avec l'entreprise SEGAT et à engager les dépenses relatives à cet accord-cadre dans les conditions suivantes :

- Montant annuel minimum :	Sans
- Montant maximum pour la période ferme d'exécution de l'accord-cadre :	300 000 € HT
- Montant maximum pour la 1 ^{ère} année de reconduction de l'accord-cadre :	300 000 € HT
- Montant maximum pour la 2 ^{ème} année de reconduction de l'accord-cadre :	300 000 € HT
- Montant maximum pour la 3 ^{ème} année de reconduction de l'accord-cadre :	300 000 € HT
- Montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre :	1 200 000 € HT

(Toutes reconductions comprises)

Fait à Paris, le 13/10/2022

Le président, par intérim, du conseil d'administration


Michel FOURNIER